

Vivre dans un domaine en Wallonie

GRÉGORY DE MUYLDER est assistant social et allié du Mouvement ATD Quart Monde en Belgique.

En Belgique, des familles habitent en permanence dans des équipements touristiques : les domaines¹. L'auteur est allé pendant trois mois à la rencontre des habitants de l'un d'eux, situé dans la Province de Namur. Ensemble, ils ont cherché à décrire, de manière à la fois précise et respectueuse, cette réalité de vie trop méconnue dans le pays.

48 Aujourd'hui, plus de 10 000 personnes vivent dans des domaines en Wallonie.² À l'origine, les domaines sont des lieux d'habitation destinés aux vacanciers. Les premiers habitants à s'installer de manière permanente remontent à la fin des années 70, début des années 80. Depuis les années 90, le phénomène ne cesse de prendre de l'ampleur.

Un domaine parmi tant d'autres est situé en Ardenne, sur une commune qui compte près de 6 000 habitants. Un peu à l'écart, à quelques kilomètres du village, sur les hauteurs, ce domaine est bordé de terres agricoles et de forêts. Environ 300 personnes y vivent. Différentes allées le composent, qui portent chacune un nom d'oiseau. Ces allées sont séparées en parcelles sur lesquelles il y a des caravanes ou des chalets, dans de rares cas des maisons.

Les conditions de vie

Disons-le d'emblée, les conditions de vie ne sont pas faciles dans le domaine. Il y a régulièrement des coupures d'électricité et quotidiennement des coupures d'eau. Ces coupures s'expliquent par le fait que les installations ont été prévues pour des vacanciers et non des personnes habitant à l'année. Les coupures d'eau, moins nombreuses ces derniers temps, sont d'habitude à horaire régulier. Les habitants s'organisent donc en fonction pour se laver, cuisiner ou laver leur linge. Quant aux coupures d'électricité, elles sont imprévisibles.

Autre difficulté : la mobilité. Ce domaine se trouve à environ 5 km du village, soit une heure de marche. C'est la commune

1. Parc de vacances comprenant différents types d'hébergement : chalets, caravanes, bungalows, ...
2. Partie Sud de la Belgique.

la plus proche pour avoir accès à un magasin, une pharmacie, des activités... Il y a deux bus par jour. Un le matin, qui part du domaine vers le village, et un le soir, qui revient du village vers le domaine. Cela pose évidemment des problèmes. Comment revenir de l'école quand on a des horaires différents ? Quelles activités peut-on faire pour se divertir ? Comment faire ses courses quand on n'a pas de voiture ou de l'argent pour l'essence ? Comment faire pour suivre des formations ou chercher du travail ? Comment faire pour se rendre chez le médecin ou à l'hôpital ?

Mais les transports en commun ne sont pas les seuls services publics défaillants dans le domaine. Il manque l'éclairage public. Le soir, lorsqu'on marche dans les allées du domaine, on se retrouve dans le noir complet. Ce qui n'arrange rien au sentiment d'insécurité. À cela s'ajoutent les services d'accès à l'eau et à l'électricité qui sont à charge des habitants. On se retrouve dans une situation où les personnes qui ont le plus besoin de services publics en sont privées.

Quels sont les espoirs et combats des habitants ?

Ce qui touche de nombreuses personnes, c'est la stigmatisation dont elles sont victimes parce qu'elles habitent ce domaine. Beaucoup d'habitants témoignent de cette situation : « *Quand on parle du domaine, [qu'] on arrête de nous rabaisser. Il y a des gens bien ici, des gens qui travaillent, des gens qui participent à plusieurs choses* ». Un autre : « *Parfois, on est un peu gêné de dire qu'on vient du domaine. T'es fiché. T'es marqué au rouge.* ». Ou encore : « *Quand on va au village et qu'on dit qu'on vient du domaine, ils sont dénigrants. Ils font des généralités. On n'est rien ! On est de la merde pour eux !* ».

Il y a aussi une volonté d'avoir un véritable accès à l'eau et l'électricité. Une adolescente nous dit les difficultés que cela lui pose dans sa vie quotidienne : « *Les coupures d'électricité, c'est souvent quand on prépare les repas ou quand on mange. La dernière fois, il y en a eu une le matin et je n'ai pas pu me laver avant d'aller à l'école* ». Une autre habitante : « *C'est le plus urgent. Je voudrais qu'il n'y ait plus de coupure d'eau et d'électricité. C'est le plus important parce que c'est la base pour vivre* ».

Cependant, des habitants appellent à la prudence dans ce combat pour l'accès aux services de base. Dans les grandes lignes, une jeune couple nous disait : « *Quand on veut se bouger pour faire changer les choses, il y a des risques que cela se retourne contre nous. Si, par exemple, on se bat pour qu'il y ait de l'eau et de l'électricité tout le temps dans le domaine ; qu'on se bat pour qu'ils fassent des travaux. L'eau et l'électricité risquent de nous coûter plus cher après. Si le Bourgmestre vient mettre son nez dans le domaine, il risque de vouloir tout raser parce qu'il y a des habitations dans le domaine qui ne sont pas du tout conformes* ».

Ces derniers temps, les choses semblent s'améliorer. Il n'y a plus de coupures d'eau la journée, uniquement la nuit. Concernant l'électricité, il y a un projet d'acquisition d'une cabine électrique à haute tension afin qu'il n'y ait plus de coupures. Mais des craintes

subsistent pour les personnes les plus pauvres du domaine. Si elles n'ont pas les moyens de participer à l'achat de cette cabine, pourront-elles quand-même bénéficier d'un accès correct à l'électricité ?

Dans le domaine et les alentours, il y a peu de possibilités d'activité pour les jeunes. Cela pose des problèmes. Un habitant établi depuis une dizaine d'année nous dit : « *Ils ne peuvent pas faire des activités, aller à la piscine. Donc, ce qu'ils font c'est des conneries. C'est pour cela qu'il y a beaucoup de descentes de police dans le domaine. Ils font des conneries parce qu'ils s'ennuient* ». Une jeune témoigne : « *Je voudrais qu'il y ait plus de choses à faire pour nous, qu'il y ait plus de jeux et d'activités. Pour pas qu'on s'emmerde tout le temps. Le week-end, j'ai rien à faire. Ici, pour aller au village, il faut faire une heure de marche aller et une heure retour. Parfois, on n'a pas le courage. [...] La semaine, c'est mort parce qu'il y a école et que les gens travaillent. Mais le week-end, c'est encore pire parce qu'il n'y a rien et il n'y a personne qui sort* ».

Ce qui permet de tenir

Malgré toutes ces difficultés, plusieurs habitants trouvent aussi des bons côtés à vivre dans un domaine. Pour beaucoup, c'est aussi un lieu calme. On est loin du bruit de la ville et proche de la nature. Une dame nous dit : « *Je suis moins stressée ici qu'en ville. Je suis moins malade des nerfs. J'ai moins de dépressions* ». Une autre : « *Quand je suis en ville, il y a trop de bruits, de véhicules, de fous du volant. Tandis qu'ici, on est au calme. Il y a le chant des oiseaux* ».

Sans nier les tensions et conflits qui animent parfois le domaine, la solidarité et la convivialité sont aussi présentes. Un couple installé depuis quelques années dans le domaine nous raconte : « *Il y a de l'entraide. Parfois, les jeunes viennent donner des coups de main. Quand on est arrivé, on a eu 33 tonnes de gravier pour recouvrir le sol [de notre parcelle]. On a reçu un coup de main de 7-8 personnes, dont des jeunes. Pour bouger notre caravane, on a aussi eu de l'aide. Il y a une belle entente entre les personnes* ». Une autre dame nous explique : « *Ici, on s'arrange. S'il y en a un qui a un problème de voiture et qu'il doit descendre pour aller chez le pharmacien ou faire les courses, on s'arrange* ».

Face aux loyers en hausse et au coût élevé de la vie, le domaine peut représenter une alternative. « *[Vivre dans le domaine], cela permet de bien vivre. On paye beaucoup moins de charges. Cela coûte moins cher* ». Un couple nous explique comment ils ont pu devenir propriétaires de leur propre maison : « *Grâce à la location-achat, on a pu devenir propriétaire de la caravane et du terrain. Comme ce n'était pas cher, on a pu mettre de l'argent de côté pour après construire une maison [...]. Pour moi, c'est mon rêve. C'est toujours ce que j'ai voulu : être propriétaire et avoir notre chez nous. Mais avant, avec le prix qu'ils demandaient, je n'aurais jamais pu acheter en ville* ».

Pour de nombreuses personnes, avoir un chalet, cela représente beaucoup. Pour cette dame tout juste retraitée : « *C'est pour ma sécu-*

rité, pour avoir une fin de vie tranquille ». Et pour cet homme qui a vécu longtemps à la rue : « *Le logement représente une sécurité. Avoir mes droits [au chômage et aux soins de santé]. Être reconnu par l'État pour moi et ma femme* ».

Vivre dans un domaine : un choix ?

Dans le domaine, beaucoup ne sont pas là par choix. Un habitant nous explique : « *Les familles pauvres n'ont pas eu le choix de vivre ici parce que les loyers en ville sont trop chers [...]. Nous, nous avons accepté [de venir vivre ici] parce que nous n'avions pas le choix. Nous vivions dans une caravane en ville et l'agent de quartier ne voulait pas qu'on vive là parce que ce n'était pas reconnu comme une maison. Nous avons demandé un logement social mais cela prenait trop de temps* ». Pour cet autre habitant, c'est un moyen d'échapper à la rue : « *Non, on n'a pas eu le choix. On est venu ici parce que sinon, on n'avait pas de toit sur notre tête. C'était ça ou la rue. On s'est battu pour s'en sortir. Moi, j'ai vécu à la rue et je ne voulais pas y retourner. Beaucoup de gens n'ont pas eu le choix de venir vivre ici* ».

En effet, quand on a rien ou très peu pour vivre, que nous reste-t-il encore comme liberté de choix dans notre vie ?

Les enjeux de l'accessibilité du domaine

Au fil des discussions, on comprend que le domaine est une alternative au logement cher. De plus en plus de personnes n'arrivent plus à payer un loyer ou les charges dans un logement « classique ». Elles partent donc vivre dans un domaine. Elles y vivent soit en caravane, soit dans un chalet.

Pour plusieurs raisons, la Région a voulu agir face au phénomène grandissant de l'habitat permanent dans les domaines. Il y a la volonté de rendre aux domaines leur fonction touristique et économique. Concernant les domaines situés en zone inondable, la Région veut garantir la sécurité des habitants qui y vivent. Plus globalement, le gouvernement wallon dit vouloir garantir les droits de base de chacun, et notamment le droit à un logement décent et une vie digne.

Dans cette optique, le gouvernement wallon a adopté en 2002 un plan d'action pluriannuel relatif à l'Habitat Permanent dans les équipements touristiques (Plan HP³). Le but de ce Plan est d'accompagner, sur une base volontaire, les habitants des domaines désirant être relogés. Par ailleurs, les communes sont invitées à décourager, voire interdire, l'installation de nouveaux habitants dans les domaines. À terme, le plan HP a pour objectif de vider les domaines de ses habitants permanents.

Que va-t-il se passer si d'un côté on interdit aux gens de s'installer dans des domaines et que de l'autre on ne construit pas suffisamment de logements sociaux ? Soulevant ce problème, un habitant nous dit : « *Si les domaines ferment, il y aura des gens qui construiront des bidonvilles. Ils prendront des bâches, des vieilles tentes ou des caravanes pour se protéger du temps. Et ils*

3. Voir : http://cohesion.sociale.wallonie.be/sites/default/files/Plan_HP_actualise%202012.pdf

le feront même s'ils [leurs logements] ne sont pas reconnus comme domicile. [...] Vivre en caravane, c'est ce qui coûte le moins cher. Mais si on ferme un domaine, un autre ouvrira à un autre endroit. Même si c'est interdit. Ils n'ont pas le choix, c'est leur seul moyen d'existence. » Les personnes les plus pauvres se retrouveront dans des lieux où il y aura moins d'équipements collectifs et qui seront encore moins « légaux ». De plus, sans adresse de domicile, ils seront privés de leurs droits sociaux. Sous prétexte de garantir un logement décent, on va plonger les personnes les plus pauvres dans une situation encore plus précaire.

Au lieu de trouver des solutions aux causes du problème – le manque de logements bon marché –, le plan HP s'attaque aux alternatives que trouvent les personnes les plus pauvres pour pallier aux faiblesses des politiques wallonnes en matière de logement.

En plus du plan HP qui veut interdire aux personnes de s'installer dans des domaines, la Région, sous couvert de « mixité sociale », veut instaurer un quota de maximum 5% de personnes en grande difficulté dans les logements sociaux. Elle veut également lutter contre les marchands de sommeil. Comme le disait une équipe du Mouvement ATD Quart Monde, ça pourrait être une bonne politique si parallèlement on construisait massivement des logements sociaux. Or, il n'en est rien. De manière générale, la Région wallonne tend donc à réduire le nombre de logements habituellement occupés par les personnes pauvres (domaines, logements sociaux, logements insalubres) sans proposer de solution.

En empêchant les personnes les plus pauvres de s'installer dans les domaines, ce plan est en parfaite contradiction avec la finalité qu'il se donne : lutter contre la pauvreté et garantir les droits de base. En effet, comment garantir l'accès aux droits les plus élémentaires si on ne reconnaît pas les solutions trouvées par les personnes les plus pauvres en matière de logement ?... Logements auxquels sont liés certains droits, comme la sécurité sociale, et dont les personnes pauvres ont un besoin crucial. ■